

# L'impact du partenariat du GFF avec la société civile et les jeunes

Promouvoir la santé des femmes, des enfants et des adolescents  
par l'engagement de la société civile et des jeunes

## Aperçu

Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par des jeunes (ODJ) jouent un rôle déterminant dans la promotion de l'équité et l'amélioration de la santé. Elles veillent à ce que les politiques et les budgets prennent en compte les points de vue et expériences des femmes, des enfants et des adolescents dans les efforts pour renforcer la prestation des services de santé et les réformes sanitaires.

Au fil des ans, l'engagement du Mécanisme de financement mondial (GFF) auprès des OSC s'est fortement focalisé sur les actions au niveau national, et particulièrement sur l'engagement dans la rédaction, la mise en œuvre et la redevabilité du dossier d'investissement et de la stratégie de financement du pays. Le soutien et le renforcement d'une solide communauté d'OSC de plaidoyer en matière de santé reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, et de nutrition aux niveaux national et mondial a également joué un rôle crucial pour que ces programmes demeurent la priorité et pour soutenir le financement durable et l'allocation prioritaire pour les pays partenaires et les bailleurs de fonds.

Depuis le lancement du cadre d'engagement des OSC et des jeunes 2021-2025 par le GFF, les actions ont porté sur le renforcement de l'engagement des OSC dans les processus du GFF et l'identification de mécanismes en vue d'une collaboration renforcée et d'un soutien au niveau des trois piliers principaux du GFF, qui sont les suivants :

- **L'engagement au niveau national** : Dans 17 pays, la société civile et les jeunes sont activement impliqués dans la rédaction du dossier d'investissement national. Les OSC sont également fortement engagées dans les actions de plaidoyer et de redevabilité dans 28 pays, du niveau communautaire au niveau national. En outre, un effort de collaboration entre le Fonds mondial, Gavi, CSU2030, le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PSMNE) et le GFF a soutenu des OSC et des groupes de jeunes à l'aide de ressources, d'outils et de données probantes pour organiser des actions de plaidoyer et de redevabilité en faveur d'un financement public durable des services de santé.
- **L'engagement au niveau mondial** : Par le biais du Groupe de coordination de la société civile (GCSC) et de la Plateforme mondiale de la jeunesse, le groupe des OSC du GFF communique de précieuses informations afin de garantir que le GFF se mobilise de manière significative auprès de ces groupes, tant au niveau mondial que national.
- **La gouvernance et l'hébergement des OSC** : Au sein du Groupe des investisseurs, l'organe de gouvernance du GFF, deux sièges sont réservés à la société civile (deux représentants titulaires, et deux suppléants) et un siège est réservé aux jeunes (un titulaire et un suppléant) en leur qualité de membres. Cela permet de garantir que les politiques et les stratégies sont inclusives et abordent les besoins des communautés.

## L'impact du partenariat du GFF avec la société civile et les jeunes

Le déploiement du cadre d'engagement des OSC et des jeunes du GFF, l'augmentation des allocations de financement et les initiatives collaboratives, telles que le Programme d'apprentissage conjoint (JLA), ont constitué d'importantes étapes pour le partenariat du GFF, qui gagne en maturité et consolide son travail dans les pays. La mise à l'échelle du soutien et de l'engagement du GFF auprès des OSC et des ODJ ne s'est pas uniquement focalisée sur l'écoute des voix des communautés, mais bien également sur la collaboration en incluant, institutionnalisant et agrandissant le soutien de l'engagement civique grâce à une série de solutions concrètes. Cette approche est un levier indispensable à la mise en œuvre réussie de la stratégie du GFF.

### Dialogue civique, transparence, redevabilité mutuelle et action conjointe en soutien des femmes, des enfants et des adolescents

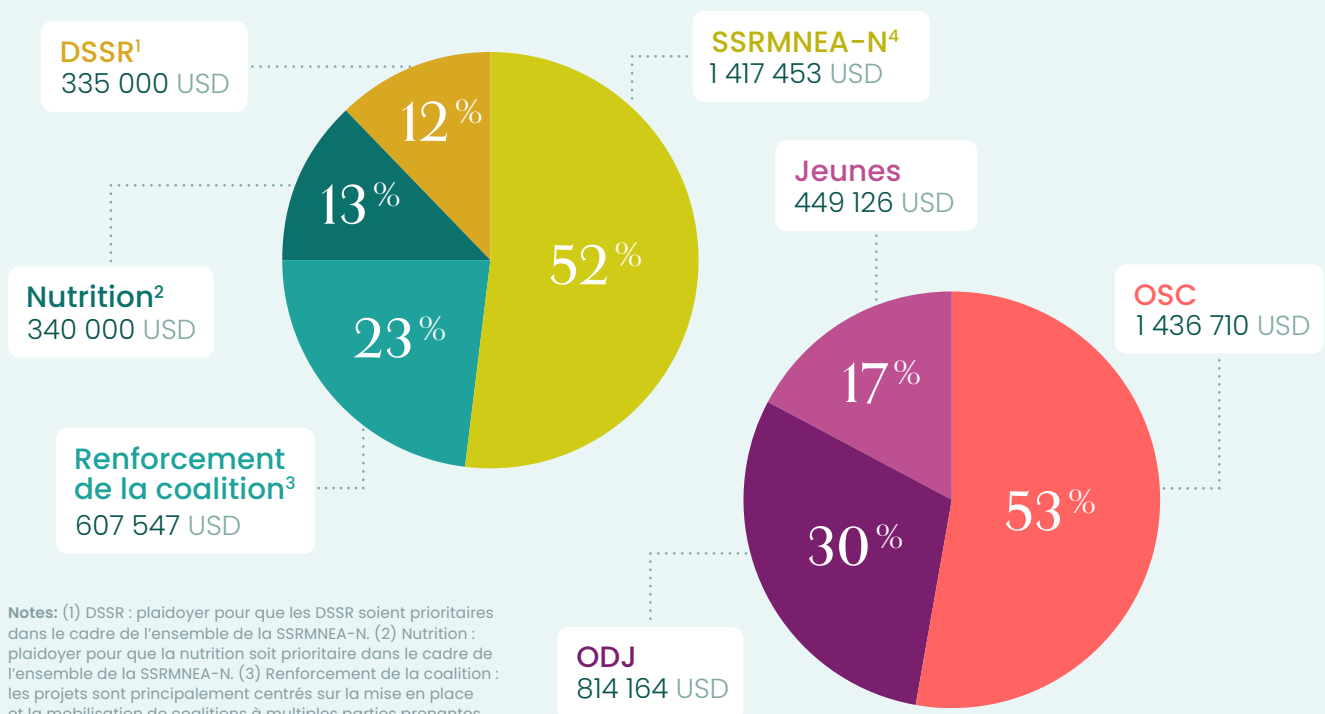
Les partenariats avec les OSC et les ODJ ont permis des changements positifs, tant dans les communautés qu'au niveau national. Pour fluidifier la gouvernance, la gestion et le soutien des OSC et des groupes de jeunes, une seule ONG indépendante partenaire hôte dirige le GCSC, soutient la coordination, apporte une assistance technique (AT) et un renforcement des capacités, ainsi que des subventions à des OSC et des groupes de jeunes dans les pays du GFF.

Le hub d'OSC du GFF fonctionne dans le cadre d'un [projet de la Banque mondiale d'une valeur de 5 millions de dollars américains mis en œuvre par Population Action International \(PAI\)](#), une organisation de plaidoyer politique dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR). Des subventions de montants allant de 15 000 à 100 000 dollars soutiennent les actions de plaidoyer et de redevabilité, la production de données probantes, et notamment la rédaction de bonnes pratiques, ainsi que l'engagement des OSC et des groupes de jeunes dans la coalition et sa coordination. Depuis 2022, **2,7 millions de dollars ont été alloués sous forme de petites subventions à 51 organisations dans 28 pays partenaires du GFF**. La moitié de ces organisations œuvrent à l'engagement d'OSC centrées sur des jeunes ou dirigées par des jeunes.

**Total des investissements sous forme de petites subventions depuis 2022 :**

# 2,7 millions USD

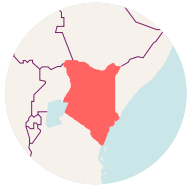
### Investissement total par thématique de projet



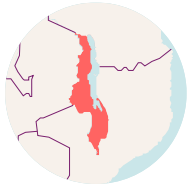
Notes: (1) DSSR : plaidoyer pour que les DSSR soient prioritaires dans le cadre de l'ensemble de la SSRMNEA-N. (2) Nutrition : plaidoyer pour que la nutrition soit prioritaire dans le cadre de l'ensemble de la SSRMNEA-N. (3) Renforcement de la coalition : les projets sont principalement centrés sur la mise en place et la mobilisation de coalitions à multiples parties prenantes afin de promouvoir la santé des femmes, des enfants et des adolescents. (4) SSRMNEA-N : plaidoyer pour l'instauration de politiques, budgets et d'une redevabilité en faveur d'un ensemble de services intégrés dans un éventail élargi.

### Investissement total par type d'organisation

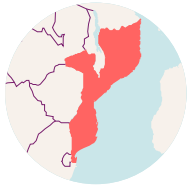
### Principales réalisations des OSC et groupes de jeunes partenaires :



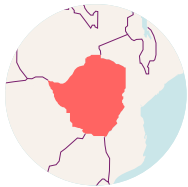
Au **Kenya**, la mobilisation par l'Organization of African Youth Kenya de 17 organisations de jeunes pour défendre la santé des adolescents et des jeunes a débouché sur un rapport d'évaluation à destination des décideurs, qui a entraîné un changement radical : l'élargissement du mandat de la Division pour la santé des adolescents et des jeunes et l'instauration de la toute première politique de santé des adolescents 2024-2030, au sein de laquelle la Coalition de jeunes du GFF a joué un rôle essentiel. L'Organization of African Youth et la Coalition de jeunes du GFF se sont alliées pour s'opposer aux frais d'accès aux services de planification familiale dans le budget 2023-2024 de Nairobi. Leur action a permis de supprimer ces frais.



Au **Malawi**, le programme de santé et d'éducation aux droits a mobilisé des partenaires de la société civile et des groupes de jeunes pour participer à la rédaction du dossier d'investissement du pays. Cela a débouché sur un engagement par le gouvernement d'élever le budget de la santé de 8,5 % à 12,2 % du budget national. Cette augmentation représente une importante étape vers l'amélioration de la santé des femmes et des adolescents au Malawi.



Au **Mozambique**, l'Associação Observatório do Cidadão para Transparência e Boa Governança no Sector Saúde a joué un rôle déterminant pour influencer le dossier d'investissement national par le biais d'actions de plaidoyer, d'utilisation de données et de partages de communiqués politiques. Leur travail a permis d'obtenir une augmentation du financement et une politique pour la santé sexuelle et reproductive des adolescents. Les efforts de N'weti (une OSC membre de l'Associação) qui menait le dialogue national sur le financement de la santé a permis d'obtenir une déclaration ministérielle en faveur d'une augmentation des ressources pour la santé et de financement national de la santé, propulsant le pays vers la CSU.



Au **Zimbabwe**, le Community Working Group on Health a rassemblé des opinions favorables à la rédaction d'un document de positionnement solide en faveur du financement national de la santé. Les décisions budgétaires précédentes ne tenaient compte que des opinions des représentants de l'État, négligeant les points de vue des communautés. Ce plaidoyer a permis d'obtenir une augmentation des dépenses de santé, passant de 10,6 % à 11,2 % entre 2022 et 2023, démontrant le pouvoir du changement mené par les communautés.

## S'allier avec des initiatives de santé mondiale en soutien au plaidoyer des OSC pour le financement de la santé

Le [Programme d'apprentissage conjoint](#) (JLA) est un programme de renforcement des capacités mené par un consortium d'initiatives mondiales pour la santé – le GFF, le Fonds mondial, le PSMNE, Gavi l'Alliance du vaccin et CSU2030 – qui s'est rapproché des partenaires régionaux Impact Santé Afrique (ISA) et WACI Health pour élaborer et animer un programme de formation et de soutien sur le thème du plaidoyer budgétaire et de la redevabilité de la couverture sanitaire universelle (CSU) en Afrique subsaharienne.

Le JLA a permis les progrès suivants :

- **De meilleures capacités** : Plus de 400 représentants d'OSC, toutes et tous basés en Afrique subsaharienne, ont été formés en financement de la santé, plaidoyer en faveur de la CSU, analyse des politiques basées sur des données probantes, leur permettant de dialoguer en toute connaissance de cause avec les décideurs.
- **Une collaboration renforcée entre les multiples parties prenantes** : Des partenariats robustes ont été constitués entre des OSC, des gouvernements, des parlementaires et des bailleurs de fonds afin de promouvoir la transparence et la redevabilité dans le financement de la santé.
- **Un budget direct et l'impact des politiques** : Dans plus de la moitié des pays participants, les OSC sont désormais officiellement engagées dans les processus budgétaires, permettant ainsi de réelles augmentations d'allocations dans les priorités de santé clés.

## L'impact du partenariat du GFF avec la société civile et les jeunes

Des efforts de plaidoyer ont soutenu d'importantes avancées et des résultats concrets, tels que :

- **Des budgets de la santé plus élevés** grâce à une analyse budgétaire basée sur les données probantes au Malawi, au Libéria et à Madagascar. Les budgets de la santé ont augmenté de 2,7 %, passant de 8,8 % en 2023 à 11,5 % en 2024 au Libéria, et de 3,7 % pour la même période au Malawi. À Madagascar, le plaidoyer des OSC a défendu l'augmentation du budget de la santé, qui est passé de 7,8 % en 2022 à 8,48 % en 2023. Le budget d'approvisionnement en produits contraceptifs a doublé en 2023.
- **Des changements de politiques :**
  - **Onze pays** (Éthiopie, Malawi, Mozambique, Nigéria, Tanzanie, Ouganda, Sierra Leone, Madagascar, Togo, Cameroun et Libéria) sont parvenus à mettre en place des **révisions de politiques alignées sur les priorités du financement de la santé** identifiées au cours du programme : la CSU (Cameroun, Tanzanie), les soins de santé communautaires (Malawi), les produits et médicaments (Libéria, Madagascar), la planification familiale (Éthiopie), l'engagement de multiples parties prenantes dans les forums décisionnels en matière budgétaire (Mozambique, Nigéria).
  - La loi sur la CSU en **Tanzanie** : le décret sur l'assurance-maladie universelle a été adopté comme loi par la présidence, suite aux nombreux efforts de la coalition tanzanienne dirigée par la Mkapu Foundation. Cette coalition a mené une **campagne médiatique de sensibilisation** à la couverture sanitaire universelle pendant une année entière.
  - Au **Cameroun**, une coalition de plus de 360 OSC, centrée sur le financement de la santé et la CSU, a dirigé le « **CSU Enrollment Challenge** ». Cette initiative réussie d'engagement autour de la CSU, menée en collaboration avec le ministère de la Santé publique, a permis une augmentation des nouvelles inscriptions à la CSU, passant de 145 000 à 2 millions entre août et décembre 2023.
- **Partage des connaissances** : le programme favorise le dynamisme des communautés, dans lesquelles les connaissances sont partagées, grâce à une collaboration active dans toute la région. La création et le renforcement des coalitions d'OSC dans tous les pays participants renforcent un réseau de décideurs autonomisés et poussent les pays vers la CSU.



L'expérience du JLA a été déterminante pour le pouvoir de notre groupe. Nous avons pu approfondir notre engagement auprès de ministres, départements et agences du gouvernement, de niveaux national et infranational. Nous avons immédiatement pu mettre en pratique ce que nous avons appris, et parvenir à de réels changements.

### Oyeyemi Pitan

ancienne du JLA et représentante des OSC auprès du Groupe des investisseurs du GFF (2023-présent), Gem Hub Initiative – Nigéria



Grâce au financement de notre subvention, nous avons mené une étude qui a révélé les obstacles qui freinent l'adhésion de la population à la réforme de la CSU. Maintenant que le gouvernement a adopté nos recommandations, nous rassemblerons nos efforts pour garantir une mise en œuvre effective et équitable pour tout le monde.

### Stephanie Yeo

bénéficiaire d'une subvention aux OSC du GFF, ASAPSU – Côte d'Ivoire



Avec davantage de transparence et un partage d'informations, les membres du GCSC sont mieux préparés et donc plus à même de s'engager de manière significative et d'influencer directement la définition des programmes et les processus décisionnels. Ce niveau d'engagement rend le GFF réellement unique.

### Myria Koutsoumpa

représentante des OSC auprès du Groupe des investisseurs du GFF (2021-2023), Wemos – Pays-Bas